

Quand on regarde les crédits supplémentaires relatifs à l'aide aux pays étrangers, on se rend compte qu'il s'agit de montants insignifiants, et de plus obtenus à la suite de représentations multiples. Si on considère, par ailleurs, qu'on a décidé en l'espace de quelques heures l'envoi de troupes canadiennes à Chypre, ce qui coûtera environ \$2,600,000—seulement pour les envoyer, sans compter le retour—on peut se demander quel rôle de pacification est censé jouer notre pays. On dit que c'est un pays d'ordre moyen, dont le rôle devrait être non seulement de pacifier, mais aussi de donner l'exemple au monde. Cependant, on se rend compte que pour une question d'ordre militaire, on est prêt à dépenser \$2,600,000!

D'autre part, si on regarde les sommes qui sont destinées à aider les pays étrangers, on constate qu'elles représentent environ \$2,250,000. Cela signifie que notre pays préfère encourager ceux qui vendent de l'équipement militaire plutôt que ceux qui vendent de la nourriture que nous pourrions donner aux pays sous-développés, ou plutôt en voie de développement. On dit souvent que notre pays fait le mieux qu'il peut, eu égard à sa population; mais ce n'est pas suffisant, notre pays devrait faire beaucoup plus pour venir en aide aux pays en voie de développement et combattre la faim et la misère dans le monde.

Il y aurait un moyen de faciliter les choses puisque, à mon avis, un pays n'est riche qu'en tant que ses propres citoyens le sont; un pays ne peut pas être riche si tous ses habitants n'ont pas une certaine aisance économique. Je pense donc que le gouvernement pourrait aussi aider les citoyens canadiens à avoir une vie décente et aisée; cela permettrait au Canada d'aider les pays en voie de développement et de combattre la faim et la misère dans le monde.

Si les démocraties ne peuvent venir à bout de ce problème, ce sont les pays d'une autre idéologie qui le feront, et après coup, nous essaierons de les combattre sur un autre front.

Monsieur le président, il y a lieu d'envisager, peut-être pas nécessairement à l'occasion de ce budget supplémentaire, mais pour les années à venir, une aide plus spécifique aux pays étrangers et d'y consacrer une partie plus importante du budget des Affaires extérieures.

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le président, j'ai deux remarques à faire à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin). Voici:

Premièrement, en ce qui concerne nos troupes présentement à Chypre, j'espère qu'elles ne s'incrusteront pas sur place, comme cela s'est produit pour nos représentants canadiens militaires dans la péninsule de Gaza, qui y

sont depuis 1956. J'espère donc que nos troupes actuellement à Chypre n'y demeureront pas aussi longtemps que cela s'est produit au Congo et un peu partout.

Deuxièmement, en ce qui concerne l'aide qu'on donne aux pays sous-développés en particulier, j'ai déjà fait état à la Chambre de l'importance d'aider les missions. J'avais soutenu, à ce moment-là, que les missions—de quelque religion qu'elles soient—qui sont sur place en Afrique, en Asie ou ailleurs, peuvent plus facilement et plus efficacement que tout autre aider les gens, et par conséquent elles ont besoin d'assistance. Je me demande si le gouvernement canadien ne pourrait pas aider ces peuples sous-développés par l'intermédiaire des missions et des représentants que nous avons dans tous ces pays.

Je fais cette remarque de bonne foi, et j'espère que l'honorable ministre pourra, à un moment donné, me dire si c'est une chose possible et s'il y a un moyen quelconque d'aider officiellement les missionnaires qui se dévouent actuellement dans les différentes missions, de par le monde.

M. Pigeon: Monsieur le président, je veux seulement dire que lorsque nous étions au pouvoir, le très honorable premier ministre avait voté une somme de \$300,000 pour des bourses aux pays de langue française et des échanges d'étudiants. Je demande à l'honorable ministre si le gouvernement actuel a l'intention d'augmenter cette contribution.

Nous aidons de nombreux pays par l'intermédiaire du plan de Colombo, ce qui est excellent; mais je me demande s'il ne serait pas opportun de contribuer également, par d'autres moyens, au développement économique ou autres des pays d'Afrique d'expression française.

L'hon. M. Martin: Certainement. L'honorable député verra, lorsque nous discuterons les prévisions budgétaires principales pour l'année 1964-1965, que nous aurons des propositions à faire pour aider ces pays africains d'expression française.

(Traduction)

M. Martin (Timmins): Monsieur le président, avant que nous adoptions le crédit, je me demande, si le ministre aurait quelque chose à dire sur la proposition formulée par mon collègue, l'honorable député de Timiskaming? J'ai eu l'occasion de faire quelques-uns de ces voyages, visitant certains pays pour y constater personnellement les conditions qui y règnent. J'ai pu ainsi me faire une meilleure idée de ce qui se passe, et cela m'est d'un grand secours quand des questions de ce genre sont mises en discussion à la Chambre. Par ailleurs, la visite des députés aide au moral de nos soldats. Si